

ASSEMBLÉE NATIONALE  
Trente-quatrième Législature, deuxième session

1992, chapitre 77

## LOI CONCERNANT LES CIMETIÈRES CATHOLIQUES ROMAINS DE L'ARCHIDIOCÈSE DE GATINEAU-HULL

---

### **Projet de loi 297**

présenté par M. Robert Lesage, député de Hull

Présenté le 11 décembre 1991

Principe adopté le 13 mai 1992

Adopté le 13 mai 1992

**Sanctionné le 14 mai 1992**

---

**Entrée en vigueur: le 14 mai 1992**

---

**Loi modifiée:** Aucune





## CHAPITRE 77

### Loi concernant Les cimetières catholiques romains de l'archidiocèse de Gatineau-Hull

[Sanctionnée le 14 mai 1992]

Préambule ATTENDU qu'actuellement L'Archevêque catholique romain de Gatineau-Hull détient et administre des cimetières situés dans son archidiocèse;

Qu'il y a intérêt à ce que ces cimetières soient administrés par une corporation distincte et particulière;

Qu'il y a intérêt à ce que cette corporation possède les pouvoirs nécessaires à la réalisation de ses fins;

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

Constitu-  
tion **1.** Une corporation est constituée sous le nom de: «Les cimetières catholiques romains de l'archidiocèse de Gatineau-Hull».

Siège  
social **2.** Le siège social de la corporation est situé à Gatineau.

Fins **3.** Les fins de la corporation sont la détention et l'administration de cimetières catholiques romains sur le territoire de l'archidiocèse de Gatineau-Hull. La corporation peut, en outre, dispenser les services funéraires sous toutes ses formes comprenant entre autres, l'inhumation, l'exhumation, la crémation, l'ensevelissement, la thanatopraxie ainsi que tout mode de disposition reconnu par les rites et coutumes de l'Église catholique romaine.

Pouvoirs **4.** La corporation est une corporation au sens du Code civil, elle est investie des pouvoirs généraux d'une telle corporation et des pouvoirs particuliers que la présente loi lui confère.

Corporation  
sans but  
lucratif

La corporation est formée exclusivement dans un but non lucratif et à ce titre, aucun revenu n'est payable à un membre sous forme de dividende ou autrement, ou n'est mis à sa disposition personnelle et, lors de la liquidation ou de la dissolution, tous ses biens ou ses revenus capitalisés doivent être transférés à une organisation ayant des objectifs similaires et qui remplit les conditions requises pour être exonérée d'impôt.

Loi appli-  
cable

**5.** Sous réserve de la présente loi, la corporation est régie par les sections V, VI, VII et VIII de la Loi sur les corporations de cimetières catholiques romains (L.R.Q., chapitre C-69).

Visiteur

**6.** En outre des pouvoirs qui lui sont conférés par la Loi sur les corporations de cimetières catholiques romains, L'Archevêque de l'archidiocèse de Gatineau-Hull est également considéré comme le visiteur de la corporation.

Administra-  
tion

**7.** La corporation est administrée par un conseil d'administration composé d'un minimum de sept personnes nommées par l'Archevêque et dont le nombre exact est déterminé par lui.

L'Arche-  
vêque

**8.** L'Archevêque pourra, en tout temps et sans motifs, relever tout administrateur de ses fonctions.

c. C-69,  
a. 23, mod.  
pour la  
corporation

**9.** L'article 23 de la Loi sur les corporations de cimetières catholiques romains est modifié, pour la corporation, par le remplacement du paragraphe *d* par le suivant :

« *d*) acquérir, établir, posséder, maintenir, administrer et gérer des cimetières, chapelles, caveaux funéraires et autres constructions, en relation avec ses fins; ».

c. C-69,  
a. 26,  
par. *d* et *e*,  
ab. pour la  
corporation

**10.** Les paragraphes *d* et *e* de l'article 26 de cette loi sont abrogés pour la corporation.

c. C-69,  
a. 27, mod.  
pour la  
corporation

**11.** L'article 27 de cette loi est modifié, pour la corporation, par l'addition du paragraphe suivant :

« *e*) les conditions de concession ou de location d'espaces dans un mausolée, columbarium, caveau funéraire, monument ou autres structures, conçues pour le dépôt de cendres funéraires et de dépouilles mortuaires qui ne sont pas inhumées. ».

c. C-69,  
a. 31, mod.  
pour la  
corporation

**12.** L'article 31 de cette loi est modifié, pour la corporation, par le remplacement des mots « l'assemblée des délégués » par les mots « le conseil d'administration ».

c. C-69,  
a. 32, ab.  
pour la  
corporation

**13.** L'article 32 de cette loi est abrogé pour la corporation.

c. C-69,  
a. 33, mod.  
pour la  
corporation

**14.** L'article 33 de cette loi est modifié, pour la corporation, par le remplacement du mot « délégués » par le mot « administrateurs ».

c. C-69,  
a. 43, mod.  
pour la  
corporation

**15.** L'article 43 de cette loi est modifié, pour la corporation, par le remplacement du troisième alinéa par les suivants :

Tenue des  
registres

« Lorsqu'une telle autorisation est donnée, il appartient à l'Archevêque de désigner le ministre du culte ou toute autre personne pour tenir ces registres.

Pouvoirs  
d'un minis-  
tre du  
culte

Toute personne autre qu'un ministre du culte est investie, aux fins de la tenue des registres, des mêmes pouvoirs qu'un ministre du culte et les actes de sépulture qu'il reçoit sont authentiques. ».

c. C-69,  
a. 44, mod.  
pour la  
corporation

**16.** L'article 44 de cette loi est modifié, pour la corporation, par la suppression, à la quatrième ligne, des mots « dont il est membre ».

c. C-69,  
a. 45, mod.  
pour la  
corporation

**17.** L'article 45 de cette loi est modifié, pour la corporation, par la suppression, à la quatrième ligne, des mots « dont il est membre ».

c. C-69,  
a. 46, mod.  
pour la  
corporation

**18.** L'article 46 de cette loi est modifié, pour la corporation, par le remplacement du premier alinéa par le suivant :

Cession de  
biens

« **46.** La corporation est autorisée à céder la totalité de ses biens avec obligation de payer son passif à une corporation constituée sous le régime de la présente loi, à l'Archevêque ou à une corporation désignée par lui. ».

c. C-69,  
a. 48, mod.  
pour la  
corporation

**19.** L'article 48 de cette loi est modifié, pour la corporation :

1° par l'abrogation du paragraphe c du premier alinéa ;

2° par le remplacement au paragraphe d du premier alinéa des mots « délégué d'un membre » par le mot « administrateur ».

« évêque  
du lieu »

**20.** Pour les fins de la Loi sur les corporations de cimetières catholiques romains, les mots « évêque du lieu » désignent L'Archevêque de l'archidiocèse de Gatineau-Hull.

Règlements  
continues  
en vigueur

**21.** Jusqu'à ce que des règlements concernant la gestion et l'administration des cimetières et autres biens qu'auraient pu lui transférer l'Archevêque ou tout autre organisme paroissial soient adoptés par la corporation, les règlements adoptés par L'Archevêque catholique romain de Gatineau-Hull continueront de s'appliquer à la corporation.

Lettres  
patentes

**22.** Pour les fins de la Loi sur les corporations de cimetières catholiques romains, la présente loi constitue les lettres patentes de la corporation.

Entrée en  
vigueur

**23.** La présente loi entre en vigueur le 14 mai 1992.